

LIGUE POUR LES LIBERTES PUBLIQUES

LA FAILLITE DES PARTIS INSTITUTIONNELS

Nous assistons, en ce moment, à la faillite des partis politiques traditionnels ainsi qu'à celle, personnelle, de leurs représentants qui brillent davantage par leurs discours et promesses verbales que par leur réelle capacité à résoudre les graves problèmes de la Société française.

Chômage, impôts, insécurité, déficits sociaux et budgétaires: **TOUJOURS PLUS**. Protection sociale, vieillesse: **ENCORE MOINS**. Affaires, magouilles, abus de bien sociaux, non-lieu: **EGALITE 50%-50%**, de l'aveu même du Président.

La Gauche nous a conduit dans une crise économique sans précédent, plaçant la dette publique à un niveau jamais atteint et dont le remboursement constitue aujourd'hui le troisième poste du budget de la nation.

La Droite ne nous propose rien. Rien d'autre, en tout cas, qu'une politique en manque d'idées nouvelles. Or, un retour au passé ne saurait nous faire oublier son échec qui n'a d'égal que son goût immodéré pour le pouvoir.

VOTER UTILE, C'EST VOTER **ETIENNE** AU PREMIER TOUR

L'IRRESPONSABILITE DE NOS ELUS ET DE NOS GOUVERNANTS

Combien de fois n'avons-nous pas entendu nos hommes politiques nous avouer leur irresponsabilité devant les problèmes de la nation ? Ils ont été élus ou nommés dans des assemblées ou à des gouvernements et sont liés, comme le simple citoyen vis à vis de son employeur, à une **obligation de résultat**. Les mandats ou les charges qu'ils ont accepté de remplir les ont placé devant des budgets considérables avec lesquels il ne suffit pas de jouer. Ayant en charge cette énorme contribution publique, ils ont le **devoir** d'en user pour le développement de notre pays et pour le bien-être des concitoyens. Il est **inconcevable** que l'effort des contribuables serve à couvrir des frais de fonctionnement de plus en plus lourds, des investissements non productifs, des dépenses de communication inutiles (sauf pour leur image personnelle), des dépenses de prestige, des subventions de "copinage".

Il va de soi que la **responsabilité politique** de nos ministres doit aussi être assumée avec honneur et courage au lieu d'être reportée sur les lampistes. Il ne faudrait pas que ces hautes fonctions se dégradent aux yeux du citoyen qui n'a d'autre choix, lui, d'assumer totalement les siennes vis à vis de son patron, de sa famille, de la collectivité dans son ensemble.

LES RISQUES QUI MENACENT NOS LIBERTES

Quels seront les véritables gagnants du prochain scrutin de mars prochain ? Les partis, vous l'aviez deviné. Mais non tous les partis ; seulement les gros, qui peuvent présenter plus de 50 candidats. Avec la loi sur le financement des partis politiques, et n'ayant plus les moyens de se livrer au système des fausses factures, (faut-il le croire ?) nos parlementaires se sont concocté un financement sur mesure et sur le dos des citoyens. Ainsi, c'est vous qui remplirez les caisses de ces partis. Et pas un sou pour les candidats indépendants. Ce système est profondément **inique** et totalement **anticonstitutionnel**.

"La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui". Ce principe constitutionnel est largement battu en brèche par ceux qui nous gouvernent et qui légifèrent. Nous croulons véritablement sous une avalanche de lois, de décrets, tous plus **restrictifs** les uns que les autres. Il serait temps que les "politiques", les vrais, se prennent à **responsabiliser** davantage le citoyen, à faire appel à son intelligence, sa culture, son civisme, et rangent au vestiaire le "baton" que d'autres affectionnent.

L'équilibre de notre démocratie repose sur la distinction des pouvoirs. Il n'est pas bon, ni sain (comme nous avons pu le constater à travers les chroniques judiciaires sur les hommes politiques) que la **Justice** ne soit pas totalement indépendante de l'exécutif et que le législatif voit son rôle limité celui d'une chambre d'enregistrement. Des réformes doivent apporter une meilleure indépendance des pouvoirs.

Mais le pouvoir vient du peuple; c'est le fondement même de notre démocratie. Devant les imperfections inévitables de toute représentation, il paraît évident que le citoyen doit être à même de donner son avis sur les grands choix de société. Il faut donc lui donner l'initiative de se prononcer par voie de **référendum**.

Et pour compléter ce programme des réformes à entreprendre, pour que le citoyen puisse assumer pleinement ses responsabilités et en même temps garantir ses droits, il faut lui donner la possibilité de **saisir le Conseil Constitutionnel** chaque fois qu'il estime atteint le champ de ses libertés publiques.

Si vous êtes intéressé par nos activités, si vous souhaitez nous soutenir, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante:

Ligue pour les libertés publiques
26 rue Rabutin Chantal
13009 - Marseille

Répondeur 91.22.14.83

VU, LE CANDIDAT
Robert ETIENNE

SI VOUS ETES D'ACCORD AVEC NOS IDEES SOUTENEZ-NOUS
VOTEZ DES LE 21 MARS

Robert ETIENNE

Candidat

Directeur d'Etablissement dans une industrie privée

Jean GUICHEMERRE

Suppléant - Ingénieur de réalisation dans une industrie privée

